





## Les agents des Douanes ne désarment pas!











Après les fortes mobilisations unitaires de 2013 et 2014 contre le Projet Stratégique de la Douane (PSD) et à l'appel des syndicats nationaux Solidaires CFDT, CGT, UNSA et USD/FO, les agents de la DGDDI seront à nouveau dans la rue le mardi 24 mars. Cette nouvelle mobilisation à l'appel de tous les syndicats douaniers mérite d'être notée, encore plus après deux ans de conflit et avec toutes les péripéties connues.

Pour les agents et leurs syndicats, le «PSD» est et reste bien une simple mise en œuvre d'une perspective budgétaire, visant à réduire le rôle et la structure de la DGDDI. Il comporte également en germes une mutation profonde de « l'ADN douanier », visant à consacrer le primat d'une simple administration de soutien, avec une concentration poussée à l'extrême, y compris s'agissant des structures de lutte contre la fraude.

Dès le début, nous n'avions aucune illusion sur la nature réelle de ce que l'on voulait mettre en place. Les premiers éléments qui ont « échappé » à l'administration n'ont fait que renforcer cette conviction. A moyen terme, c'est bien évidemment l'existence et la structuration même d'une Direction des Douanes qui sera en jeu.

A l'heure où l'on va un peu parler de la Douane au niveau du grand public (présentation du bilan 2014) et vraisemblablement en termes élogieux, jamais le décalage ne se sera avéré aussi grand entre une image positive et le désarroi largement répandu chez les agents.

L'écart entre les discours et la réalité de ce qui pourrait se passer s'agissant de l'avenir de la DGDDI n'en est que plus inadmissible. Quant au contenu même de ce qu'on devrait pouvoir qualifier de «dialogue social», il fut en réalité bien plus proche de l'indigence que d'un réel débat sur le rôle de la Douane.

Pour toutes ces raisons la Fédération Solidaires Finances, première fédération du Ministère, apporte son soutien plein et entier à cette journée d'action et sera présente à la manifestation.

Plus largement, c'est bien le rôle de l'État au service de l'intérêt général qui est en jeu ; c'est le sort réservé à l'ensemble des missions de Bercy et aux agents qui les exercent qui est au cœur du sujet.

L'amplification et l'élargissement des mobilisations sont donc autant de nécessité.